

Conclusion :

Premier bilan d'une modélisation des cinq économies dominantes

Les analyses développées plus haut pour trois des cinq économies dominantes permettent de repérer de quelle façon les différences de structures qui ont fait l'objet des deux premiers chapitres conditionnent des régulations nationales aux caractéristiques originales¹.

Confrontées à la montée du chômage après 1973 les économies ont connu des évolutions diverses, résultant pour partie du volontarisme de leurs politiques économiques et pour partie de la nature même de leurs modes de régulation.

La récession a imposé à tous les pays des arbitrages que seule la longue période de croissance régulières avait permis d'esquiver. D'un côté le dilemme entre productivité et emploi s'est traduit par une complémentarité apparente entre productivité manufacturière et emplois non-manufacturiers. Tandis que de l'autre côté, l'éclatement du système des changes fixes a conduit à des adaptations des modes de régulation nationaux aux mouvements opposés des termes de l'échange et de la compétitivité.

Trois des variantes réalisées avec les modèles de Sachem-Ouest sont, à ce point, particulièrement éclairantes en ce qu'elles mettent en œuvre les enchaînements macroéconomiques essentiels pour juger de la nature de ces nouveaux arbitrages: la dépréciation tendancielle du change, l'accélération de la productivité manufacturière et la progression des emplois non-manufacturiers. On en reprendra ici les principales conclusions².

Le taux de change, contrainte ou instrument ?

Les conclusions que l'on peut tirer de variantes de dévaluation tendancielle des taux de change doivent certainement être relativisées à

1. Deux pays, la France et le Royaume-Uni, n'ont pas fait ici l'objet d'une discussion détaillée. On trouvera cependant en annexe 4, des tableaux statistiques fournissant pour ces deux pays des informations analogues à celles présentées pour les États-Unis, la RFA et le Japon et les résultats de variantes réalisées avec le modèle de l'économie française. Bien qu'il y soit fait référence ici, les variantes réalisées avec la version actuelle du modèle du Royaume-Uni ne sont pas publiées compte-tenu de leur caractère préliminaire.

2. Le lecteur se reportera pour chaque pays aux variantes 1, 2 et 3 des tableaux G (chapitres III, IV et V), et de l'annexe 4.

plus d'un titre. Tout d'abord l'exercice formel ainsi réalisé ignore des rétroactions internationales qui sont essentielles et viennent limiter la déformation des taux de change réels ex-post³. Ensuite l'hypothèse retenue est celle d'une dépréciation tendancielle qui permet d'évaluer l'articulation des tendances de moyen-terme mais pas de discuter de l'impact à court terme d'une dévaluation ponctuelle (« courbe en J »). Enfin, surtout sur longue période, l'évaluation précise de soldes d'opérations courantes impose d'avoir modélisé moins sommairement les échanges de biens non-industriels.

Telles quelles ces variantes servent néanmoins notre propos. Variable macroéconomique cruciale, le taux de change affecte l'ensemble des aspects de la dynamique macroéconomique et joue un rôle qualitativement et quantitativement différent suivant les pays. A la suite d'une dévaluation on observe un dérapage inflationniste et une montée de l'activité industrielle impulsée par l'avantage compétitif externe. L'ampleur du phénomène est cependant directement modulée par les paramètres structurels de l'économie. Le niveau des élasticités-prix du commerce extérieur modère la croissance industrielle en RFA et au Royaume-Uni. La faiblesse du poids de l'industrie et l'ouverture limitée atténuent l'impact du change sur la croissance et l'inflation aux États-Unis.

A plus long terme ce sont des dynamiques internes qui conditionnent les évolutions macroéconomiques. Le développement de l'inflation vient en effet atténuer l'avantage compétitif et seule une expansion durable de la consommation peut assurer une croissance qui s'auto-entretient.

A l'exception du cas atypique du Royaume-Uni, dans toutes les économies, la surchauffe de l'activité induite par la dépréciation ex-ante du change conduit à travers la montée des tensions sur le marché du travail à une pression à la hausse des salaires réels et de la consommation. Celle-ci se fait cependant dans le cadre d'un processus inflationniste qui transforme les conditions de partage du revenu au détriment du secteur industriel.

Si à court terme celui-ci peut dans l'ensemble des pays bénéficier de l'atténuation des contraintes extérieures pour augmenter ses marges et donc ses termes de l'échange interne, à moyen-terme ceux-ci se retournent. Les gains de productivité manufacturière conduisent en effet à une baisse des coûts (France, Japon) tandis que la baisse du chômage fait remonter les salaires du reste de l'économie par rapport à ceux de l'in-

3. E. Kremp et G. Oudiz, « Présentation de premières simulations multinationales », février 1982, Document de travail, CEPII. Les simulations multinationales montrent le fort impact d'une baisse du dollar sur l'inflation mondiale et la relative inertie des parités réelles à l'intérieur de l'Europe dans le cas d'une dépréciation nominale du franc, du deutschemark, ou de la livre.

dustrie (États-Unis, RFA). En termes de profits manufacturiers les conclusions sont bien loin d'être aussi convergentes. Les États-Unis et la RFA constituent deux cas polaires. Pour les premiers le phénomène de croissance inflationniste en stimulant la productivité du travail et la productivité du capital fait plus que compenser la baisse des termes de l'échange interne et autorise le maintien d'un avantage de rentabilité pour l'industrie. En RFA, au contraire, les dynamiques mises en œuvre sont d'abord nominales et l'inflation s'accroît au détriment de l'industrie qui sous-investit et perd en productivité.

Au total il s'avère que la dépréciation monétaire, si elle permet dans un premier temps une amélioration sensible de l'insertion interne et externe du secteur manufacturier, ébranle durablement les conditions de la répartition des revenus. Le coût inflationniste dépasse très largement, pour la RFA ou le Royaume-Uni, l'avantage transitoire obtenu pour l'industrie. A contrario l'hypothèse de l'appréciation qui inverse le mouvement de ciseaux du taux de change réel et du taux de chômage aggrave dans la courte période les pressions concurrentielles externes et vient buter ensuite sur la barrière déflationniste.

Les données de l'arbitrage résultent ainsi directement tant de la nature des structures nationales que des choix stratégiques internes. Il est clair cependant qu'un glissement prolongé de la parité engendre à terme des déséquilibres profonds.

Productivité manufacturière et emplois non-manufacturiers

Une conclusion frappante apparaît à la lecture des résultats des variantes de gains de productivité manufacturière : on n'observe au cours des premières années ni relance massive, ni déflation des prix. A posteriori ce constat n'est pas si surprenant dans la mesure où les coûts salariaux ne constituent qu'une fraction des coûts de production et où une partie des gains de productivité est redistribuée (RFA, Japon).

Le degré d'ouverture et le type de spécialisation acquis par le pays viennent de plus moduler les résultats entre l'économie américaine où le gain extérieur est plus que compensé par la chute de l'emploi et de la consommation et l'économie française qui voit sa croissance tirée par ses gains à l'exportation. Même pour des pays dont le dynamisme économique est très largement dépendant des performances sur les marchés mondiaux l'accélération de la productivité manufacturière est loin d'être l'unique clé d'un redressement significatif. La désinflation obtenue à long terme ne peut se concevoir que comme une condition nécessaire à un redémarrage vertueux de l'activité.

A ce stade la prospective doit ainsi faire intervenir une évaluation des conditions internes de la croissance, comme on l'a vu pour les États-

Unis, ou une véritable transformation de la spécialisation internationale mesurée par de nouvelles élasticités du commerce extérieur.

Il reste que dans le contexte de croissance ralentie qui caractérise l'économie mondiale, confrontés à une concurrence internationale avivée et à la nécessité de réduire l'inflation, les pays occidentaux auront en tout état de cause à favoriser les gains de productivité industrielle. Les évaluations présentées pour les États-Unis, le Japon et la RFA montrent en quoi une relative complémentarité peut se dessiner entre l'industrie et les activités créatrices d'emplois.

Toutes choses égales par ailleurs, l'expansion des effectifs du secteur non-manufacturier se paye par une aggravation des tensions inflationnistes qui à partir des prix de ce secteur s'étendent à l'ensemble de l'économie. Les termes de l'échange interne se dégradent très nettement conduisant à une chute des profits de l'industrie dont la croissance, l'investissement et à terme la productivité s'infléchissent à la baisse.

Il s'avère cependant que, bien que la nature des enchaînements soit fondamentalement la même pour toutes les économies, les ordres de grandeur mis en jeu traduisent des conditions de régulation intersectorielle de l'emploi spécifiques à chaque pays. Plus précisément les variantes réalisées pour les États-Unis et la RFA révèlent que l'arbitrage productivité manufacturière/emplois non-manufacturiers peut fort bien s'avérer a posteriori défavorable à l'industrie et donc incompatible avec une stabilité de moyenne période.

* *
*

Ces quelques exercices variantiels soulignent les apports et les limites de l'utilisation de modèles de simulation dans une perspective de moyen-long terme. Le recours à une formalisation des économies nationales autorise une mise en œuvre des mécanismes structurels repérés sur le passé dans un cadre qui impose la cohérence des rapports de force. Cette approche tend cependant à figer les régulations nationales en un système de paramètres qui sont par nature, amenés à changer. Il est ainsi essentiel de chercher, en formulant des hypothèses prospectives pour l'économie mondiale, à évaluer l'ampleur ou à tout le moins la nature des modifications que pourraient subir les dynamiques macroéconomiques.